

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXXXI.

---

*Du Mercredi 11 Novembre 1789.*

LA lecture du procès-verbal & de plusieurs adresses a occupé les premiers momens de la séance ; on a remarqué celle des religieuses de Notre-Dame de Soissons , qui demandent d'être conservées , en ajoutant qu'elles aimeroient mieux perdre la vie que de se voir supprimées.

La ville de Château-Laudun , en Bretagne , adhère aux décrets de l'assemblée , & sur-tout à celui de la contribution patriotique.

La communauté de Chamerans , en Champagne , demande à rentrer dans la possession des bois qui lui ont été usurpés par des moines.

La commune de Beaumont , en Gâtinois , desire un siége royal. Plusieurs villes du Dauphiné protestent contre la tenue des états de la province. Chalon-sur-Saône demande une interprétation sur le décret des gabelles.

La ville de Caen exprime d'une manière énergique son adhésion & son respect pour les décrets de l'assemblée.

La ville de Montmidi applaudit à l'abolition de la gabelle , & offre un impôt en remplacement , & les Feuilles

*Tome IV.*

L

lans de Belle-Fontaine donnent le bel exemple d'abandonner tous leurs biens à la nation , & de se confier à elle pour leur subsistance ; trait de patriotisme qui a été vivement applaudi.

Après avoir fait mention de ces différentes adresses , on a passé à l'ordre du jour sur la division du royaume , objet important sur lequel on acquiert tous les jours de nouvelles lumières.

M. de Mirabeau a dit « que son objet n'avoit point été d'élever des difficultés contre le plan du comité ; qu'il avoit pris des cartes géographiques , & qu'il n'avoit trouvé nulle part la même valeur & la même importance dans les divisions ; que si les quarante gouvernemens étoient égaux , il auroit suffi de les partager , mais qu'étant inégaux on conserveroit le germe des anciennes prétentions. »

On sent bien que M. de Mirabeau a conclu , de ces différens détails , en faveur de son plan , qui portoit le nombre des départemens à cent vingt.

Il trouvoit aussi que ce nombre rempliroit le but de l'assemblée , & produiroit des fractions moins considérables dans la division des provinces. « M. Thouret craint , ajoutoit-il , que ce nombre de départemens ne forme de trop petites divisions , mais j'y trouve de grands avantages , celui de faire concourir tous les citoyens à la vigilance publique , & de détruire l'esprit des grands corps. »

Il a repris ensuite la base de la population , qu'il prétendroit à toutes les autres. « Comment peut-on s'opposer disoit-il , que sur quatre lieues carrées il se trouvent six cents citoyens actifs ? Il faut permettre à chaque ville , à chaque village , de nommer ses députés , relativement à cette base de population , qui est presque toujours égale à celle des contributions. »

Quant aux municipalités , chacune d'elles ne doit jamais

être que l'assemblée représentative des habitans d'une communauté; toute aggrégation politique est un corps politique dans l'état. . . . J'admets plusieurs principes du plan du comité; mais ce plan & le mien sont opposés dans les moyens, & le mien a cet avantage qu'il conserve tous ses ménagemens heureux que votre prudence saura concilier avec les principes. »

M. Thouret a désiré répondre à quelques objections, & d'avoir une communication de ce discours, pour user de reprefailles avec M. de Mirabeau, auquel il avoit confié le sien.

M. Pison du Galand a pensé que le plan du comité avoit plusieurs vices en matière de représentation; il vouloit que l'on fit de grands départemens: « Paris seul, disoit-il, en formera un; on craint l'esprit des provinces: mais celui de cité n'est-il pas plus dangereux? Les provinces n'ont-elles pas fait leurs preuves à l'égard des créanciers de l'état? ce sont donc elles qu'il faut renforcer ».

Si l'on établit un trop grand nombre de départemens secondaires, les pouvoirs législatifs & exécutifs ne pourront pourvoir à toutes les réclamations, & les dépenses en seront plus grandes que les avantages; le Dauphiné, en se régénérant, a rejeté les assemblées secondaires, & il se félicite de cette opération ».

M. Pison vouloit que, pour proportionner l'influence des provinces avec celles de la capitale, le royaume fût divisé en trente-six départemens, puisque Paris auroit sept cent mille habitans dans le sien; que l'on fit circuler les assemblées dans les différentes villes du royaume, & que l'assemblée nationale tint alternativement ses séances dans les capitales des provinces; il vouloit enfin qu'il y eût une assemblée municipale dans chaque ville, bourg & village du royaume.

La discussion de cet objet important a encore été renvoyée à aujourd'hui. Il n'est pas étonnant que cette division soit soumise si long-temps aux débats, puisque de-là dépend l'exécution & la conservation de la constitution nationale.

M. le président a annoncé que le recensement du scrutin pour les officiers de l'assemblée n'avoit produit aucune majorité pour la présidence. MM. l'archevêque d'Aix, Thouret & Emeri ont partagé les voix, mais d'une manière très-inégale; il paroît cependant que le président pourroit bien être pris dans le clergé.

La majorité a été plus décidée à l'égard des secrétaires. MM. Rabaud de Saint-Etienne, Salomon & le vicomte de Mirabeau ont réuni le plus grand nombre de suffrages. M. le vicomte de Mirabeau est le premier qui ait été reporté deux fois à la même place, & peut-être seroit-il plus régulier & plus juste que le secrétariat imprimât caractère, & que l'on ne pût aspirer qu'une fois à des places auxquelles chaque membre de l'assemblée a droit de prétendre.

On s'occupera aujourd'hui d'une nouvelle nomination du président.

L'affaire du parlement de Rouen a été réclamée par plusieurs membres, & M. le chevalier Alexandre de Lameth a fait lecture de l'arrêté de la chambre des vacations du parlement de Normandie, rendu le 6 de ce mois. Il est douloureux sans doute pour des législateurs d'employer à intenter des accusations, un temps précieux & destiné à faire des loix; mais puisqu'une partie de ceux que leurs fonctions appellent plus particulièrement à soutenir l'empire de la législation nouvelle, paroissent chercher les moyens de le renverser, il faut que le courage & la sagesse des représentans de la nation fassent éva-

nour les dangers que l'impunité semeroit sous leurs pas.

Voici l'arrêté de la chambre des vacations du parlement de Rouen, le 6 novembre 1789.

« La chambre considérant qu'à une époque désastreuse de troubles de tout genre, d'insurrections réfléchies contre tous les principes, & d'atteintes portées à l'autorité sacrée du plus juste & du meilleur des rois, la résistance même la mieux fondée, ne feroit peut-être qu'accélérer l'exécution des projets sinistres qui semblent menacer encore jusqu'aux ruines de la monarchie.

Que si d'un côté & en maxime générale les magistrats ne doivent écouter que l'impérieux cri de leur conscience, sans composer avec leurs devoirs, de l'autre cependant & dans des conjectures si cruelles, que jamais sans doute les fastes de l'histoire n'en fourniront un second exemple, il est de la prudence de ces mêmes magistrats de prévenir par une sorte de flexibilité les nouveaux maux incalculables que plus de fermeté pourroit entraîner.

» En effet, ce n'est pas au moment où la plupart des citoyens semblent volontairement frappés d'un aveuglement absolu qu'il peut être opportun de faire luire la lumière.

» Quand par-tout les loix sont attaquées, calomniées & avilies, vouloir opposer leur puissance seroit évidemment les livrer à de nouveaux outrages.

» Quand le premier monarque de l'univers, accablé de chagrins aussi cuisans qu'immérités, daigne faire taire en lui tout autre sentiment que celui de son inépuisable tendresse pour les peuples; enfin, quand on a vu le prince digne à jamais du respect des nations, bravant tous les dangers, venir au milieu de sa capitale essayer encore par l'exemple de ses vertus & des témoignages touchans de sa popularité, de ramener ses sujets égarés, de vrais &

fidèles magistrats ne peuvent que bénir tant de bonté & gémir en silence sur l'erreur de leurs concitoyens.

« Par les différentes considérations, la chambre des vacations a arrêté d'enregistrer provisoirement la déclaration du roi du 3 de ce mois, portant prorogation des vacances du parlement & des séances de ladite chambre.

« Déclare néanmoins que si elle se détermine à procéder à cet enregistrement, ce n'est que pour donner au seigneur roi de nouvelles preuves de son amour inviolable, de son respect profond & de sa soumission sans bornes, & aussi dans la crainte de contrarier les vœux de sa majesté, & d'augmenter peut-être, par une juste résistance, les troubles affreux qui déchirent l'état; mais qu'au surplus il ne pourra, en aucun cas, être tiré de conséquence dudit enregistrement, attendu que ladite chambre y a procédé sans liberté ni qualité suffisante, & uniquement entraînée par la force des circonstances; qu'en conséquence, elle ne cessera jamais de regarder ladite déclaration, comme lui attribuant induement une compétence formellement contraire au titre même de son institution, comme interdisant & dépouillant injurieusement, & par une forme inouïe des magistrats dignes de la confiance de leurs justiciables, comme tendant, par l'absence forcée des parlemens, à établir plus que jamais l'anarchie dans le royaume; comme contraire aux droits & aux vrais intérêts de la province, qu'on veut arbitrairement & sans aucun motif raisonnable, priver des lumières & des travaux du plus grand nombre de ses juges supérieurs; » sur-tout enfin, comme entraînant infailliblement la ruine des justiciables, dont toutes les affaires resteront nécessairement par l'immense diminution du nombre de leurs juges dans l'état de stagnation le plus affligeant.

» Arrête en outre qu'expéditions en forme du présent

seront envoyées à M. le garde-des-sceaux & à M. le comte de Saint-Priest, & que M. de Guichainville, doyen, leur écrira pour les prier de mettre ledit arrêté sous les yeux de sa majesté, & lui protester que jamais elle n'aura de sujets plus fidèles que les magistrats qui composent la chambre des vacations de son parlement de Rouen, qu'ils ne veulent vivre que pour servir & respecter son autorité légitime, ainsi que les loix dont elle leur a confié le dépôt, & qu'ils périront plutôt que de consacrer jamais les atteintes qu'on pourroit y apporter.

Après la lecture de cet arrêté, M. Barrère de Vieuzac est monté à la tribune, & a dit :

« Tandis que la première cour du royaume donnoit l'exemple de la soumission à vos décrets, & de l'administration gratuite de la justice, une autre cour vient de donner celui de mépriser l'autorité souveraine de la nation. Vous venez d'entendre l'arrêté du 6 novembre. Je ne vous dirai pas que c'est là une violation reprehensible du droit national, un abus d'autorité, une prévarication dans les fonctions, une véritable *forfaiture*. Je dirai plus, Messieurs, c'est un crime de lèse-nation par les paroles incendiaires employées dans cet arrêté.

» Quelle seroit donc votre situation ? quel seroit l'état du royaume, si de pareilles entreprises pouvoient être tolérées ?

» Ce seroit le signal d'une insurrection d'autant plus dangereuse, qu'elle seroit excitée par quelques membres de ces corps qui, joignant au droit de vie & de mort une grande influence sur la fortune des citoyens, conservent encore des souvenirs d'une antique puissance.

» C'est alors que vous sentiriez le danger d'une désobéissance aussi marquée envers la seule autorité légitime, celle de la nation.

La moindre indulgence seroit ici foiblesse, & la foiblesse un véritable oubli de vos devoirs; car lorsqu'il s'agit de corporation, l'exemple devient bientôt contagieux, & les suites sont faciles à prévoir. Vous devez donc, messieurs, donner un grand exemple à tous les corps qui sont revêtus de quelque pouvoir dans le royaume; voyez ce qu'a fait le pouvoir exécutif, & voyez ce que les législateurs doivent faire.

Je propose de renvoyer l'arrêté de la chambre des vacations du parlement de Normandie devant le tribunal que vous avez chargé provisoirement de prendre connoissance des crimes de lèze-nation, pour le procès être fait aux auteurs dudit arrêté pour cause de forfaiture, & qu'en attendant, il sera donné aux présidiaux de son ressort droit & attribution de juger conformément aux pouvoirs donnés par le précédent décret à la chambre des vacations. »

M. de Clermont-Tonnerre, en appuyant la motion, a soutenu que l'arrêté de la chambre des vacations présentoit une véritable forfaiture, que cette chambre, en obéissant d'une manière dérisoire, avoit encouru *l'empêchement* ou l'accusation nationale par les expressions insolentes dont elle s'étoit servie; car les termes les plus forts, a-t-il dit, ne pourroient s'élever à la hauteur de ce délit. « Je demande, a-t-il ajouté, que l'arrêté soit envoyé au châtelet de Paris, chargé de juger les crimes de lèze-nation.

M. Desmeuniers appuyoit aussi la motion, en y ajoutant la nomination de quatre commissaires chargés de suivre l'instruction de cette affaire auprès du tribunal qui doit en connoître.

M. Péthion de Villeneuve, adoptant ces différentes motions, proposoit de charger M. le président de se retirer par-

devers le roi pour le remercier de l'empressement qu'il avoit mis à proscrire l'arrêté séditieux de la chambre des vacations. D'autres membres proposoient de faire une députation au roi pour lui porter les remerciemens de l'assemblée. Un autre député a combattu avec force la demande de nomination des commissaires. « Vous ne devez pas, disoit-il, vous charger de suivre la procédure criminelle à laquelle cette arrêté va donner lieu. Le corps législatif ne peut jamais devenir judiciaire, & le poids d'une accusation nationale est déjà assez grave par lui-même, pour que vous n'y ajoutiez pas des commissaires dont la nomination est contraire à la distinction des pouvoirs. »

M. Desmeuniers a réfuté cette objection; il a prouvé par l'exemple de l'Angleterre, que la nation pouvoit avoir une inspection sur ses procédures, sans exercer pour cela le pouvoir judiciaire.

M. Moreau a combattu ensuite avec beaucoup de force la seconde partie de la motion principale relative à l'attribution à donner aux présidiaux. Il a dit avec raison que cette attribution ne pouvoit qu'être la suite d'une interdiction prononcée contre la chambre des vacations, & que cette interdiction ne pouvoit être jamais prononcée par le corps législatif.

M. Lanjuinais desiroit qu'on suspendit dès ce moment la chambre des vacations de toutes fonctions, que l'on nommât des commissaires chargés d'aviser aux moyens de les remplacer sur le-champ, & de pourvoir dans son ressort à l'administration de la justice.

M. Target avoit rédigé les divers amendemens & la motion principale en un projet de décret dont il a fait lecture; mais comme la discussion a été demandée sur cette rédaction, d'autres membres ayant proposé l'ajour-

nement, les débats ont été renvoyés à la séance d'hier ; c'est en cet état que la discussion a été reprise.

On a relu d'abord l'arrêté du 6 & l'arrêt du conseil 9, qui casse cet arrêté.

M. Garat a pris la parole : « Si je n'écoutois, a-t-il dit, que les impressions que l'homme & le citoyen ont dû recevoir à la lecture de cet arrêté, je voterois pour les mesures correctionnelles & pénales qu'on vous a proposées, mais je ne prendrai pas conseil de la sensibilité & de l'amour-propre d'un représentant de la nation..... Ici un grand murmure a annoncé l'improbation de l'assemblée; l'orateur a repris : « Nous avons à faire à un adversaire formaliste; il faut mettre de notre côté les formes, comme nous avons le fonds pour nous. Le roi a fait, par son arrêt du conseil, ce qu'il devoit faire, puisque l'arrêté tend à soulever le peuple contre ses représentans, & à jeter le royaume dans l'anarchie en feignant de la craindre; il le devoit encore à son autorité, puisqu'il avoit sanctionné le décret qui mettoit en vacance les magistrats de Normandie, mais les termes dont le roi s'est servi sont si dignes de son amour pour ses peuples, qu'il faut délibérer une adresse de remerciement à sa majesté. On vous a proposé d'interdire la chambre des vacations ou de la remplacer par d'autres officiers, mais ce seroit-là un jugement pénal : provisoire; que l'assemblée doit s'interdire; il suffit de renvoyer au châtelet, qui ne laissera pas ce crime impuni.

La chambre des vacations est repréhensible, a dit M. de Vrigni, mais sa faute ne peut tomber sur une province entière : la justice est due à tous, & les peuples ne consentiront jamais à perdre leurs juges naturels. Mes commettans m'ont enjoint de réclamer la conservation & l'immovibilité des tribunaux de la province, & que leur échi-

quier (1) soit conservé. Je propose de décréter que M. le président se retirera devers le roi, pour le remercier de la célérité qu'il a mise à casser l'arrêt de la chambre des vacations, à cause de l'attentat qu'elle a commis contre l'assemblée nationale, & que sur le surplus, on déclarât qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. de Clermont-Tonnerre a lu le décret de l'assemblée du 3 de ce mois, qui porte que toute cour & tribunaux même en vacation, seront tenus de transcrire sur les registres les loix qui leur seront envoyées, sous peine d'être poursuivis comme prévaricateurs dans leurs fonctions, & coupables de forfaiture. « La chambre des vacations a bien inscrit sur ses registres le décret du 3 novembre, a-t-il dit, mais il est difficile de la reconnoître dans les termes incendiaires qu'elle a employés; on y reconnoît plutôt tous les caractères de la forfaiture. C'est en rappelant aux peuples du royaume les chagrins du meilleur des rois, que nous aurions voulu lui épargner, au prix de notre sang, que cette chambre a voulu consacrer cette résistance qu'elle se permet de regarder comme la mieux fondée. . . . On vous a dit que le tribunal du châtelet ne pouvoit pas juger les membres du parlement; mais ce tribunal n'est-il pas actuellement chargé de connoître des crimes de lèse-nation, & ce tribunal a mérité la confiance générale; si vous craignez de renvoyer à ce tribunal, il y auroit dans ce préjugé une arrière pensée d'aristocratie. . . .

On a proposé de nommer des commissaires de l'assemblée pour suivre cette affaire; dans la législature an-

---

(1) C'est à Louis XII & au cardinal d'Amboise, que la Normandie doit l'établissement de son parlement, auparavant *cour de l'échiquier*, qui ne s'assembloit que six mois de l'année.

gloise, la chambre des communes siège, s'il y a lieu, à l'accusation. Ce jugement n'existe pas, en quelque manière pour l'accusé; il n'existe que pour elle, & ce premier jugement est toujours précédé d'un grand examen; ainsi je ne vois aucune difficulté à la nomination des commissaires. Vous avez ici la première accusation nationale, qui est fondée sur une base publique, & dont l'accusé convient; vous avez encore un arrêt du pouvoir exécutif. Dans ces circonstances, l'assemblée nationale, après avoir détruit les ordres, ne doit pas redouter les corporations. Il faut savoir si ce sont ici des membres de la chambre des vacations qui ont seuls agi, ou s'il existe encore un reste d'aristocratie.

M. la Poule a appuyé l'opinion de M. de Tonnerre, & la motion de M. de Barrère.

Un autre a dit que le pouvoir exécutif, ayant prononcé, l'assemblée n'avoit plus rien à faire; il a cité Montesquieu, lorsqu'il dit que rien n'éprouve plus le despotisme que la multiplicité des accusations de l'èze-majesté; il faut, a-t-il dit, ne plus parler de crime de lèze-nation, que vous ne l'ayez défini; remerciez le roi, & déclarez n'y avoir lieu à délibérer.

M. de Frondeville ayant demandé la parole, l'assemblée a témoigné qu'elle desiroit de l'entendre. « En qualité de président du parlement de Normandie, & même de président de la chambre des vacations, je ne me présente qu'avec beaucoup de timidité..... Les marques d'approbation de l'assemblée ont encouragé l'orateur qui a repris ainsi..... Je fais que l'esprit de corps doit céder à l'esprit public, mais les métamorphoses subites sont bien difficiles. Quoique président, je n'ai participé en aucune manière à l'arrêt; je ne l'ai même connu que lorsqu'il a été envoyé à M. le garde-des-sceaux. J'ai

entendu proposer plusieurs partis violens , mais aucune inculpation raisonnée ; ici point de délit constaté & je ne puis concevoir comment on peut proposer des peines. La chambre a obéi aux décrets de l'assemblée ; un témoignage de dévouement au roi , témoignage peut-être indifcret, pour contenir des erreurs , mais le corps du délit ne se trouve pas dans les expressions *insolentes*. Je ne veux point faire la guerre aux mots ; je ne suis ici que suppliant. Je vous prie de jeter vos regards sur ces corps antiques ; ils ont vu un torrent d'esprit public se transporter au-delà des bornes que votre sagesse vouloit lui prescrire ; c'est au milieu de ces désordres qu'ils ont vu ; au milieu de l'étourdissement universel, si j'ose le dire , qu'ils ont fait entendre leurs plaintes. N'y a-t-il pas de la cruauté à ne pas souffrir un cri de plainte à celui qui souffre ? Les magistrats que vous poursuivez ne doivent-ils pas être accablés de chagrins quand ils perdent leur état & leur existence ? c'est leur opinion & non leur désobéissance que vous allez punir. Des magistrats livrés à la fureur du peuple, fugitifs, expatriés , séparés de leurs familles désolées. . . . A ces mots l'orateur a versé des larmes ; son émotion s'est communiquée à tous ses auditeurs , & des applaudissemens réitérés lui ont prouvé les impressions favorables que sa sensibilité venoit de produire sur l'assemblée. Il m'est pardonnable, a-t-il dit, de défendre mes confrères, avec lesquels j'ai vécu, & dont je dois partager les malheurs. Je vous supplie, messieurs, de considérer dans quel abîme vous allez plonger ces magistrats ; je ne résume pas mon opinion ; vous me permettrez de n'en point avoir dans une affaire qui m'est presque personnelle.

« Il n'y a rien à ajouter , à ce qu'a dit le préopinant , en faveur des magistrats de Normandie , a dit M. le chevalier de Lameth. Il a rempli avec une sensibilité rare un devoir

sacré ; mais j'ose dire qu'il a laissé la question de côté.

« Si l'on considère ce discours sous le rapport de l'humanité, il n'y a pas un mot à répondre , a dit M. Barnave ; mais si l'on veut le regarder comme une justification du parlement, il est facile de faire disparaître tous les moyens dont il est étayé. Le corps du délit est évident dans les principes anticonstitutionnels sur l'enregistrement ; les réserves qui l'accompagnent & les qualifications qui y sont jointes , forment un corps de délit constant , qui entraînent la forfaiture ; il ne reste que la forme dans laquelle il doit être poursuivi ; il me semble que ce délit est un crime de lésation , pour la poursuite duquel il faut renvoyer devant le tribunal compétent , & nommer des commissaires.

M. de Frondeville a observé que la chambre des vacations ne peut enregistrer que provisoirement , & que ces mots , *sans tirer conséquence* , ne peuvent pas la rendre plus coupable ; il a ajouté que la chambre n'avoit ni fait imprimer , ni afficher , ni envoyé aux bailliage de son ressort , l'arrêté du 6.

Alors un député de Nevers a proposé un décret portant que l'arrêté seroit rayé des registres , & le roi supplié d'envoyer des commissaires pour assister à la radiation , & que la chambre des vacations seroit tenue d'enregistrer , à peine de forfaiture.

On a demandé aussi-tôt d'aller aux voix , la division , l'ajournement & la question préalable.

M. de Bouville appuyoit la division , & M. Chapellier a prouvé qu'elle ne pouvoit être accordée ; il a dit seulement que le parlement de Normandie ne pouvoit être puni pour un délit particulier à la chambre des vacations , & qu'ainsi il suffisoit de demander que le roi nommât une autre chambre de vacation parmi les autres membres du parlement.

M. Barrère de Vieuzac s'est empressé d'adopter ce sage amendement qu'il a substitué à la seconde partie de sa motion. On est allé aux voix ; l'amendement a été adopté ; celui de quatre commissaires a été rejeté, l'assemblée a rendu le décret suivant.

L'assemblée nationale, considérant que l'arrêté pris le 6 de ce mois par la chambre des vacations du parlement de Normandie, & qui lui a été communiqué par les ordres du roi, est un attentat à la puissance souveraine de la nation, a décrété & décrète, 1°. Que M. le président se retirera devers le roi pour le remercier, au nom de la nation, de la promptitude avec laquelle il a pros crit cet arrêté, & réprimé les écarts de ladite chambre.]

2°. Que cette pièce sera envoyée au tribunal auquel elle a attribué provisoirement la connoissance des crimes de lèse-nation, pour le procès être instruit contre les auteurs de l'arrêté, ainsi qu'il appartiendra.

3°. Que le roi sera supplié de nommer une autre chambre des vacations, prise parmi les autres membres du parlement de Rouen, avec les mêmes pouvoirs & les mêmes fonctions que la précédente, laquelle enregistra purement & simplement le décret du 3 novembre, & ledit décret sera porté incessamment à la sanction du roi.

On souscrit, à Paris, chez CUS SAC, Libraire, au Palais-Royal, N°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

